



[Censure] L'offensive politico-médiatique contre les sites de ré-information

Par [Guillaume Borel](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2015

lesmoutonsenrages.fr

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

De nombreuses attaques ont eu lieu ces derniers mois contre les sites de ré-information, accusés de véhiculer des thèses « complotistes » ou tout simplement de fausses informations. Ces attaques sont venues de différentes sphères, aussi bien politiques que médiatiques. On peut citer entre autres, [les déclarations du premier ministre David Cameron](#), assimilant les sites dits « conspirationnistes » au terrorisme et appelant devant les nations unies à les traiter comme tel, il y eu également [les déclarations du président français François Hollande](#) lors de la commémoration de la libération d'Auschwitz annonçant un « *plan global de lutte contre le racisme et l'antisémitisme* », *organisé autour de trois idées : la sécurité, l'éducation et la « régulation du numérique »*, avec en ligne de mire les « *thèses complotistes [qui] prennent leur diffusion par internet et les réseaux sociaux* ».

Le président français a également appelé à la création d'un « cadre juridique » européen et international destiné à criminaliser la diffusion de contenus qualifiés de « complotistes ». On voit ici tout le danger qui pèse sur la liberté d'expression, mais surtout sur la liberté d'information, avec l'emploi d'une qualification juridique aussi subjective et floue que le « complotisme » qui se prête à toutes les interprétations et surtout à une définition à géométrie variable au service de l'imposition d'une version officielle de l'histoire. Il s'agit en réalité, sous des prétextes moraux fallacieux, d'imposer une possibilité de censure généralisée de toute narrative divergente dans la sphère informationnelle. Les médias subventionnés, qui ont depuis longtemps renoncé à leur rôle de contre pouvoir et s'assoient allègrement sur la charte de Munich, se sont fait une fois de plus les auxiliaires de police politique de cette offensive gouvernementale contre l'information dissidente.

Ce fut d'abord le journal L'Express, qui publiait [un article de police politique](#) recensant tous les sites Internet jugés « complotistes » ou « conspirationnistes » et appelant les internautes à la délation afin de mettre à jour une « base de donnée » des sites en question. Plus récemment, l'hebdomadaire Marianne, se lançait également dans une opération de police politique avec un dossier sobrement intitulé : « [Les fous du complot](#) » dont on devine sans peine l'angle de traitement journalistique...

L'Express remettait le couvert le 04 mars 2015 dans un article présentant les « travaux » de la fondation Jean Jaurès sur le sujet, intitulé : « [Le conspirationnisme, un extrémisme politique influent](#) »

La fondation Jean Jaurès est un think tank socialiste qui se donne officiellement pour mission de « [construire un monde plus démocratique, inventer les idées de demain et comprendre l'histoire sociale et ouvrière.](#) »

La fondation est directement affiliée au parti socialiste, comme le montre la composition de son conseil d'administration. Son président, Henri Nallet, fut ministre de l'agriculture des gouvernements Fabius et Rocard entre 1985 et 1990 puis garde des sceaux de 1990 à 1992. Gérard Collomb, l'actuel maire de Lyon, est également membre du bureau permanent. On trouve à son conseil d'administration des poids lourds politiques du PS comme Jean-Marc Ayrault, Vincent Peillon ou encore François Rebsamen.

Cela signifie donc que toute communication provenant de la fondation Jean Jaurès, n'est absolument pas objective mais constitue une commande du parti socialiste. Il faut préciser également que cette « fondation » a été reconnue d'utilité publique et « *reçoit des subventions publiques qui représentent la majorité de son budget (63%).* » Figurent également parmi ses mécènes, les principales entreprises dont l'état est actionnaire, comme EADS, EDF, GDF Suez, Orange, ou encore la Caisse des dépôts... Précisions importantes que les contribuables sauront apprécier...

Le « rapport », dont on a compris qu'il était un instrument de communication politique, de la fondation Jean Jaurès [repris par l'Express](#), a été commandité à Rudy Reichstadt, expert auto-proclamé de la « comploosphère », animateur du site « [conspiracy watch](#) » et militant sioniste des cercles néoconservateurs français, proche de Caroline Fourest et Bernard-Henri Levy. Il a publié plusieurs articles dans la revue « Le meilleur des mondes » animée par [le groupuscule Le Cercle de l'Oratoire](#) fondé après les attentats du 11 septembre pour lutter contre l'anti-américanisme et promouvoir les thèses atlantistes. Il a également bénéficié de plusieurs tribunes sur le site de Bernard-Henri Levy, La Règle du jeu. Son parcours et son réseau dans la galaxie néoconservatrice a été documenté en détail par [l'observatoire du néo-conservatisme](#).

Le pseudo « rapport » de M Rudy Reichstadt est donc avant tout un objet de propagande militant destiné à s'implanter comme référence institutionnelle dans l'offensive en cours contre la liberté d'information en bénéficiant de l'autorité de la fondation Jean Jaurès.

Sous couvert de la multiplication des références et d'un langage qui se veut « universitaire », l'auteur compile les procédés habituels destinés à disqualifier les contre discours informationnels en les amalgamant sous le dénominateur du « conspirationnisme » dont il prétend livrer l'analyse psychologique... On y apprend ainsi que le « conspirationniste » se présenterait :

« comme un « chercheur de Vérité », un « résistant » voire un « dissident » participant d'une avant-garde éclairée, affichant l'aplomb de « celui à qui on ne la fait pas », le sentiment de supériorité de l'initié qui a un coup d'avance sur les autres et sait lire le dessous des cartes. »

On voit ici l'auteur prêter au personnage syncrétique et essentialisé du « conspirationniste », qui recouvrerait une réalité unique et homogène facilement identifiable, des intentions et des motivations psychologiques cachées, consistant en un « sentiment de supériorité » que notre habile chasseur de complotiste aurait heureusement décrypté...

L'auteur se contredit cependant lui-même en affirmant plus loin que :

« La cohérence interne de la théorie du complot est secondaire, l'idée qu'« on

nous ment », que « la vérité est ailleurs » demeurant en revanche primordiale. »

S'il n'y a donc pas de « cohérence interne » mais une succession de possibilités explicatives parfois contradictoires, cela exclu précisément les pseudo motivations égocentriques avancées par Rudy Reichstadt et nous ramène à la position d'un « chercheur de vérité » proche de la démarche scientifique de formulation d'hypothèses qui consiste précisément à remettre en cause une explication et à en tester une nouvelle si la première s'avère en définitive infondée ou inopérante...

Après la psychologie de comptoir à vernis scientifique vient ensuite la thèse politique, qui constitue le véritable motif de « l'étude ». Selon Reichstadt :

« En dissolvant les problèmes dans le chaudron de la conspiration, cette tactique éminemment politique est prisée des régimes autoritaires et des leaders populistes en ce qu'elle transforme les opposants en « agents de l'étranger » et les détracteurs en comploteurs. »

Les « conspirationnistes » ne seraient donc pas seulement des égocentriques animés par la volonté de puissance, ils seraient avant tout manipulés par des « régimes autoritaires ». On retrouve ici l'accusation à l'emporte pièce prononcée par de multiples médias à l'encontre des réfractaires à la narrative occidentale à propos du conflit ukrainien, les assimilant à des « idiots utiles » de Vladimir Poutine, notamment dans [cet éditorial mémorable](#) de Jean-Marc Bouguereau dans le Nouvel Observateur. Cette vision paranoïde d'une manipulation des « complotistes » par d'autres « comploteurs », si elle peut paraître séduisante à certains esprits cherchant à réduire la complexité du réel en lui attribuant des causes intentionnelles simplificatrices, constitue malheureusement en elle même une théorie du complot, ce qui la rend dans le cas présent non seulement parfaitement inopérante mais aussi ridicule, jetant par la même le doute sur les qualités intellectuelles de ses promoteurs.

L'essentialisation de l'information alternative dans une « complosphère » homogène, constitue l'autre procédé manipulatoire utilisé par Rudy Reichstag, destiné à réaliser un amalgame disqualifiant. L'imposition des termes de « complotistes » et de « complosphère » pour désigner une réalité plurielle et des orientations politiques variées, allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par les courants anarchistes ou royalistes, vise à essentialiser un objet pour lui faire ensuite endosser les propriétés disqualifiantes ou criminelles d'une de ses parties. Sans surprise, l'étude de Rudy Reichstadt en vient donc à son objet final propositionnel, à savoir le « ciment antisioniste » qui unifierait la « complosphère », et par là il est bien entendu fait référence de manière sous-entendue à l'antisémitisme, [comme le premier ministre Manuel Valls lui même l'a suggéré](#) lors d'une séance de questions au gouvernement en déclarant que derrière un « antisionisme de façade », se cachait la « haine du juif ».

Le dernier moment de l'argumentation de Rudy Reichstadt, qui procède on l'a vu de l'essentialisation et de l'amalgame, consiste donc à conclure à un « révisionnisme en temps réel », de la « complosphère », conclusion qui porte en elle l'objet véritable véhiculé par le « rapport », c'est à dire la qualification délictueuse de la « complosphère » assimilée à une forme de révisionnisme et appelant à la condamnation pénale de cette dernière. La conclusion de l'étude est à cet égard sans ambiguïté, si ce n'est qu'elle propage elle aussi une vision résolument « complotiste », voir paranoïde, de la « complosphère » qui disqualifie

par la même toute « l'étude » malgré son vernis de scientificité.

« C'est à la fabrication de ce récit, de cette autre réalité, que travaillent inlassablement les théoriciens du complot et leurs « compagnons de doute », stimulés par les possibilités inédites que leur ont offertes les technologies digitales de l'information et de la communication. Cultivant une obsession antisioniste confinant par bien des aspects à l'antisémitisme et remplaçant les menaces réelles auxquelles nous sommes confrontés de manière tangible par celle, chimérique, du « Grand Complot », ces mercenaires de la désinformation ne font pas que détourner notre attention et endormir notre vigilance. Ils exonèrent des criminels de la responsabilité de leurs actes.»

La « complosphère » est ainsi considérée comme peuplée de « théoriciens du complot » oeuvrant à la fabrication d'une réalité parallèle au service d'intérêt étrangers en compagnie de leurs « compagnons de route », référence au stalinisme, qualifiés de « mercenaires », c'est à dire agissant de manière professionnelle et rémunérée pour le compte d'une puissance étrangère... Je ne saurais donc trop conseiller à Rudy d'arrêter de propager de telles théories conspirationnistes à propos de la « complosphère », de là à l'antisémitisme, il devrait savoir qu'il n'y a qu'un pas...

Guillaume Borel

Le 14 mars 2015

La source originale de cet article est lesmoutonsenrages.fr
Copyright © Guillaume Borel, lesmoutonsenrages.fr, 2015

Articles Par : Guillaume Borel

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca